

[Text]

Rasminsky study. Those numbers were obtained from the Bank of Canada. We believe because of the flatness of the world economy in the last two years the number would not be greatly different now.

If the asset-to-employee ratio applied to New York—that is, \$1 billion per job—were to hold good for Canada, we would be talking about a maximum of 26 jobs if all of this offshore business were transferred to Canada. I might add that in the introductory statement of the Minister in the House, he does refer to offshore locations such as the Channel Islands and the Caymans and others of that nature; and that group about which I am talking, other centres offshore, world-wide, comes to a total asset base of \$26 billion. Liabilities are less than that, but those are the assets at that date—everything—if you took all those entities.

It should be emphasized that the size of the potential market depends very much on the scope of business transactions which can be booked in Canada. If one were to include all foreign exchange business, all securities transactions, then of course an international banking centre would be a much broader concept, which would encompass non-bank institutions such as investment dealers, insurance companies, trust companies, financial conglomerates, credit unions, caisse-populaires.

It is important to recognize that the purely traditional banking transactions of banks, namely loans and deposits, are now very closely interwoven with the international money market operations conducted through the trading desks of the banks. Those trading desks employ hundreds of people who are working shoulder to shoulder in the Canadian money market, the foreign exchange market, and the inter-bank deposit market. It is a huge integrated operation, in which multi-million dollar commitments on the asset side are promptly offset by deposit-gathering operations on the liability side and by hedging operations in the international currency markets.

Incidentally, Mr. Chairman, it would be a nice thing if the members of this committee would like to visit some of those trading centres, located at the present time in Toronto and Montreal, and to a lesser extent in Vancouver, right now. I think it would be useful and interesting for the members to see one of those places in operation, and to see that they are really extremely complex. They touch on so many aspects of the business of the bank and so many jurisdictions that it is very hard to separate them out. To separate functions would be somewhat like unscrambling eggs.

This is why the question of the scope of the transactions booked at an IBC is so important. If it were necessary to move the total international money market operations of a bank from one city to another, then of course large numbers of employees would be involved. Our impression is that this is not now the intention of government, but it explains the size of some of the estimates of employment which have been published. Those estimates are talking about moving whole divisions in the international operations of banks.

[Translation]

provient du rapport Rasminsky. Qu'il a lui-même obtenu de la Banque du Canada. La conjoncture mondiale n'ayant pas connu de soubresauts ces deux dernières années, ce chiffre ne devrait pas, à notre avis, avoir varié beaucoup.

Si le rapport actif employé calculé pour New York —c'est-à-dire, un milliard de dollars par emploi— était le même pour le Canada, ces centres bancaires internationaux permettraient de créer 26 emplois au maximum. J'ajouterai que dans son introduction, le ministre, à la Chambre, a effectivement cité certains centres extra-côtiers comme les îles Anglo-normandes, les îles Caymans et autres centres de ce genre; et à l'échelle mondiale, ces centres extra-côtiers détiennent un actif total de 26 milliards de dollars. Le passif est un peu moins élevé, mais ce chiffre de 26 milliards de dollars représente l'actif total en juin 1984, tous centres regroupés.

De plus, il est important de noter que l'ampleur du marché potentiel dépend elle-même de l'ampleur des transactions commerciales comptabilisées au Canada. Si l'on devait y inclure toutes les opérations de change, toutes les transactions de valeurs mobilières, ces centres bancaires internationaux seraient à l'évidence plus larges, puisqu'ils engloberaient les établissements non bancaires comme les courtiers en valeurs mobilières, les compagnies d'assurances, les compagnies de fiducie, les consortiums financiers, les caisses d'épargne et de crédit et les caisses populaires.

Il est important de noter que les transactions financières purement traditionnelles des banques, à savoir les prêts et les dépôts, sont de plus en plus tributaires des opérations effectuées sur les marchés monétaires internationaux par les comptoirs de négociation des banques. Ces comptoirs emploient des centaines de gens qui effectuent côte-à-côte des opérations sur le marché monétaire canadien, le marché d'échanges et le marché des dépôts interbancaires. Ces opérations intégrées sont énormes où les engagements libellés en millions de dollars du côté de l'actif sont rapidement compensés par le recueil de dépôts du côté du passif et par les opérations défensives effectuées sur les marchés d'échanges internationaux.

D'ailleurs, monsieur le président, il serait peut-être intéressant que les membres de ce Comité visitent certains de ces centres de négociations, situés à l'heure actuelle à Toronto et à Montréal et dans une moindre mesure à Vancouver. Je crois qu'il serait utile et intéressant que les députés membres de ce comité voient comment ces centres fonctionnent et qu'ils constatent à quel point les transactions qui s'y effectuent sont complexes. Elles touchent tant d'aspects des activités bancaires et tant de pays qu'il est très difficile de les séparer. Les séparer reviendrait à débrouiller des oeufs.

C'est la raison pour laquelle l'ampleur des transactions comptabilisées dans un centre bancaire international est si importante. S'il y avait lieu de déplacer l'ensemble des opérations sur le marché monétaire internationale d'une banque d'une ville à une autre, il est évident que dans ce cas-là de nombreux employés seraient touchés. Cependant, nous ne pensons pas que ce soit là l'intention du gouvernement pour l'instant, mais cela explique peut-être le grossissement des chiffres d'emploi pouvant être créés qui ont été publiés.